

Commémoration de la Guerre 14-18

Les Congolais et la colonie n'étaient pas à l'agenda

Interview d'Enika Ngongo
Par Sarah Demart

Dans le cadre de son Doctorat en Histoire, sur la Guerre 14-18 dans le contexte colonial belge, qu'elle mène à l'Université Saint-Louis Bruxelles au CRHIDI², Enika Ngongo a participé à toute une série d'initiatives académiques organisées dans le cadre plus général des commémorations du centenaire de la Première Guerre mondiale. Que ce soit dans l'agenda politique, le relais médiatique ou la production d'un savoir scientifique, force est de constater que l'on a affaire à des trames historiques non-connectées : l'histoire de la Belgique, entendue comme histoire de la métropole, et l'histoire coloniale belge, absente des récits nationaux. Une absurdité ubuesque qui ne résiste pas à la réalité des faits mais qui conduit à invisibiliser de manière durable la contribution du Congo et de la Force Publique. Bien que de manière circonstanciée, ces commémorations auront cependant aussi été l'occasion de mesurer cette invisibilité.

SD : Au terme donc de la commémorations du Centenaire de la Première guerre mondiale, est-ce que l'Etat belge a modifié sa politique de reconnaissance, ou plutôt de non reconnaissance de la Force Publique et des enrôlés congolais durant la Grande guerre ?

EN : Dans les commémorations nationales, il n'y a pas eu grand-chose, c'est certain. Les Congolais et la colonie n'étaient pas à l'agenda. C'est tout le problème de l'histoire coloniale belge, le Congo n'est pas inclus. Il y a deux histoires, l'histoire de la Belgique et l'histoire de la Belgique coloniale et du Congo belge, ce sont deux histoires tout à fait séparées. Et dans le cas des commémorations, il y a encore un autre aspect. On commémore ce qui touche les gens.

**** Chargée de recherches, Observatoire du Sida et des Sexualités/Centre d'Etudes Sociologiques, Université Saint-Louis Bruxelles

²Centre de recherches en histoire du droit et des institutions (CRHIDI)

Le nombre de commémorations locales, c'est-à-dire communales, a explosé en 2014. Chaque petite commune a fait sa petite commémoration particulière en célébrant ses propres morts. Chaque famille a eu la volonté de mettre en avant son mort ou son survivant, son ancien officier, etc. Et donc, effectivement dans cette logique, le Congo a très peu sa place.

Les Congolais n'étaient pas présents dans les commémorations ou très peu. Effectivement, il y a des initiatives comme celles de l'association Bakushinta qui a rendu hommage à la colonie, et qui d'une certaine manière, s'inscrit dans une même logique. C'est la volonté individuelle, une volonté personnelle de mettre en évidence ses propres morts, si je peux m'exprimer ainsi. Mais en termes d'agendas politiques, les Congolais étaient absents. Il y a eu de nombreuses initiatives universitaires du côté des historiens qui se sont impliqués dans la commémoration, surtout sur les aspects historiques de la commémoration. J'ai reçu énormément d'invitations à communiquer sur mes recherches, ce qui montre l'intérêt scientifique, je dirais, pour la question. Mais je suis la seule à travailler sur la Force Publique, et c'était des initiatives à nouveau isolées, scientifiques, mais indépendantes vis-à-vis de l'agenda politique.

SD : *Que retirez-vous de votre participation à ces divers événements, à ces colloques et expositions sur la Première guerre mondiale en ce qui concerne l'inclusion de l'histoire coloniale belge dans les récits nationaux?*

EN : Je crois qu'il y avait une réelle volonté d'élaboration de nouveaux récits du point de vue scientifique. Les pouvoirs publics, je n'en sais rien, je n'ai pas été en contact avec eux, ce n'est pas mon combat. Mon combat, c'est d'un point de vue scientifique. Nous sommes plusieurs chercheurs historiens à en avoir assez d'être éternellement confrontés au fait qu'il y a deux histoires et qu'elles ne peuvent même pas cohabiter dans le discours public, alors qu'elles sont intrinsèquement liées. C'est complètement ridicule de parler de la Première guerre mondiale uniquement du point de vue de la métropole, c'est absolument ridicule. Au terme de cette commémoration, les chercheurs travaillant actuellement sur la Première guerre mondiale sont un peu plus au fait de l'histoire coloniale belge et un peu plus motivés à prendre en compte l'imbrication des histoires. En ce sens la commémoration aura eu quelque chose de positif.

SD : *Des débats universitaires, auxquels assistent parfois les Afro-Belges non universitaires... Concernant les débats qui ont pu avoir lieu avec les Afro-Belges ou les Congolais, quelles revendications retenez-vous ? Et est-ce qu'à un moment donné les enjeux autour de la mémoire entrent en contradiction avec le discours de l'historien ou de l'historienne ?*

EN : Je suis une Afro-descendance, d'origine congolaise, mais je ne revendique pas, disons qu'être historien et militant, c'est compliqué. Maintenant du point de vue de la demande de reconnaissance qui ressort des échanges que j'ai pu avoir avec les Afrodescendants, il y a un véritable ras-le-bol à être perpétuellement mis de côté. Le minimum serait de voir que dans son discours, le roi inclut une référence à la colonie et

à son apport, ce serait aussi de voir un bataillon d'anciens combattants congolais dans le défilé militaire. A un autre niveau, cela concerne les subventions accordées à des projets menés pour une commémoration plus spécifique qui soit en lien avec le Congo en guerre. Parfois, ces demandes ne peuvent être honorées lorsqu'il s'agit par exemple d'avoir un recensement du nombre de décédés. Mais la demande générale, c'est d'être inclus dans l'histoire nationale, tout simplement.

SD : *Quelles tensions avez-vous pu sentir autour des enjeux de mémoire et d'histoire ?*

EN : Dès qu'on touche l'histoire coloniale, il y a des tensions entre histoire et mémoire. L'histoire, ce sont les faits, avec le plus d'objectivité possible. On travaille avec cette volonté, en fonction des sources à disponibilité bien sûr, tandis que la mémoire, c'est du registre de l'émotion, et c'est aussi cette volonté d'entendre ce qu'on a envie d'entendre.

SD : *Pouvez-vous donner un exemple ?*

Lorsqu'on entend que les soldats congolais se sont battus avec bravoure dans une guerre qui n'était pas la leur, avec toute une emphase qui est propre à la mémoire, et qu'on retrouve dans la commémoration en général, c'est probablement la vérité, tout comme il y a probablement eu des soldats qui se sont très mal battus, comme partout... Ce que je veux dire, c'est que le fait que ça ne se questionne même pas, est de mon point de vue d'historienne, problématique. Pourquoi vouloir mettre en avant la bravoure des soldats et pas tout autre aspect ici ? Je trouve qu'en misant tout sur l'aspect émotionnel, on peut biaiser les choses.

C'est une réaction, je comprends. Elle pourrait être légitime, mais le fait de mettre l'accent uniquement sur les Congolais ou les Africains en général, cela revient à évacuer d'autres acteurs, qui étaient là. Par exemple, on organise un colloque uniquement sur les Congolais, les Rwandais et les Burundais, cela voudrait dire qu'on ne parle pas du tout des officiers ? On ne parle pas de n'importe quel autre Blanc qui aurait pu être présent et interagir ? Pour moi, quand on parle d'un sujet, on doit en parler dans son entièreté. C'est la même chose avec Léopold II, on ne peut pas juste dire Léopold II roi bâtisseur, Léopold II roi génocidaire, etc. La figure de Léopold II doit être abordée dans son entièreté. Je trouve qu'on n'a pas besoin de se raccrocher à l'émotionnel pour parler d'eux.

SD : *J'imagine que dans un cas d'associatifs qui peinent à avoir des subsides et qui se confrontent à un oubli et une invisibilité structurelle, c'est aussi mettre une stratégie, de mettre la focale sur quelque chose qui relève fondamentalement d'un impensé ?*

EN : Tout à fait.

SD : *Une dernière question concernant les subsides. Comment percevez-vous le fait que les associations congolaises ayant organisé des commémorations rendant hommage à la Force Publique et à la colonie en général n'aient pas obtenu de financement ?*

EN : Les associations en général n'ont rien reçu. D'importants financements ont été mis à disposition, en 2013 et en 2014, et puis plus rien, y compris pour les scientifiques. De plus, à ma connaissance, les subsides de 2013 et 2014 ont été essentiellement attribués à des projets scientifiques. Pour le reste, tous les projets auxquels j'ai participé, étaient financées par les institutions elles-mêmes. Au niveau fédéral, il y a eu les grandes commémorations, en grandes pompes, mais les petits colloques, qui relèvent du cadre scientifique et non de la mémoire, ont été subsidiés par d'autres voies. Par exemple, le colloque de 2016 à Saint-Gilles³ a été financé par la Commune elle-même, de A à Z. Comment ? Je ne sais pas. En fait, il y a peu de fonds à disposition dès lors que cela relève du mémoriel. Cela dit, il n'y a quand même pas eu grand-chose d'un point de vue scientifique, ce qui à mon avis s'explique par le fait qu'il n'y a pas grand monde qui travaille sur le sujet. Quand je vais à des conférences ou à des colloques, je suis toujours la seule à travailler sur le Congo pendant la Première Guerre mondiale. Alors qu'il y a toujours une dizaine de chercheurs qui travaillent sur la Belgique pendant la Première Guerre mondiale.

Pour citer cet article : Demart S. (2018) « commémoration du centenaire de la Guerre 14-18 : Les Congolais et la colonie n'étaient pas à l'agenda, interview d'Enika Ngongo », Analyse n° 29, Edt. Kwandika de Bamko- Cran asbl, Bruxelles.

³ La Guerre de 14-18 en Afrique: <http://stgillesculture.irisnet.be/Colloque-la-guerre-de-14-18-en?lang=nl>